



## **LA CGTR-FINANCES PUBLIQUES S'ADRESSE AUX USAGERS**

**DES HEURES D'ATTENTE  
POUR DECLARER SES REVENUS, PAYER SES IMPÔTS OU OBTENIR UN RENSEIGNEMENT,  
EST-CE NORMAL ?**

### **DES EFFECTIFS NETTEMENT INSUFFISANTS.**

Depuis des années la CGTR dénonce la situation catastrophique des emplois à la Direction régionale des Finances publiques de La Réunion : 1 agent pour 1000 habitants à La Réunion, contre 1 agent pour 500 habitants en moyenne nationale. Le service public ainsi proposé n'est pas à la hauteur, tant sur le plan des conditions d'accueil du public que dans le traitement des dossiers. Pour la CGTR, les réunionnais doivent bénéficier d'un service public équivalent à l'ensemble des français, ce n'est pas le cas actuellement.

### **DES HORAIRES D'ACCUEIL ENCORE REDUITS**

Conséquence directe du manque d'effectifs, la Direction régionale des Finances publiques a décidé de réduire les horaires d'accueil du public : on passe de 30 heures à 24 heures par semaine. Les sites sont fermés tous les après-midi. Les principales victimes de cette mesure sont les usagers, qui sont obligés de s'agglutiner tous les matins devant les centres de Finances publiques pour effectuer leurs démarches. La CGTR dénonce cette régression du service public.

### **UNE ADMINISTRATION QUI POUSSE AU TOUT-INTERNET**

La solution miracle proposée par l'administration, c'est le tout-internet. « *mais pourquoi les gens viennent à nos guichets, ils n'ont qu'à tout faire de chez eux, devant leur ordinateur* ». Même si ça peut être une solution pour quelques-uns, une telle démarche ignore la situation sociale désastreuse à La Réunion, plus de 30% de chômage, 60% chez les jeunes, et une partie importante de la population qui n'a pas les moyens d'accéder à internet. Pour la CGTR, rien ne peut remplacer le contact humain de proximité.

### **LA CGTR REVENDIQUE UNE PLUS GRANDE JUSTICE FISCALE**

L'impôt sur le revenu est injuste, il assomme les classes moyennes et épargne les plus hauts revenus. Pour la CGTR cet impôt doit retrouver ses vertus de solidarité et de redistribution des richesses. Cela passe par une véritable réforme fiscale qui rétablirait la progressivité de l'impôt. Chacun doit participer au financement des services publics selon ses capacités contributives. Ce n'est plus le cas actuellement. La suppression de la 1<sup>ère</sup> tranche est une bonne décision car elle exonère les plus bas revenus. Mais c'est une demi réforme, il faut compenser par une plus grande imposition des revenus très élevés.

**AVEC LA CGTR,  
LUTTONS POUR SAUVER ET DEVELOPPER LES SERVICES PUBLICS**